

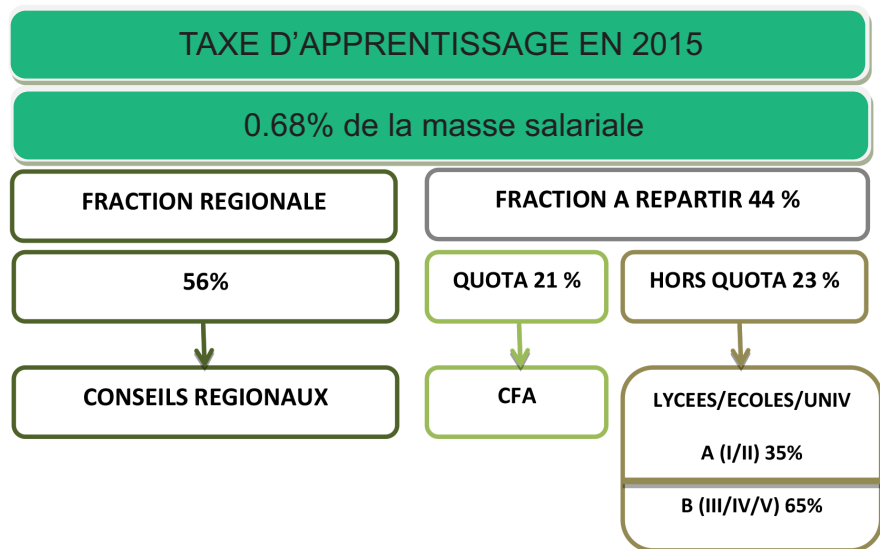
APPRENTISSAGE : LA BOMBE A RETARDEMENT

DÉCHIFFRAGE

Juillet 2014

Contexte

La réforme du financement de l'apprentissage lancée par le Gouvernement entrera en vigueur en 2015 et va générer des bouleversements des crédits de fonctionnement sans précédent dans l'enseignement professionnel.



Le Gouvernement a décidé de prélever près de 400 M€ supplémentaires sur la taxe d'apprentissage versée par les entreprises.

L'APPRENTISSAGE FAIT LES FRAIS DE LA NON-REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Afin de combler la baisse des dotations annuelles versées par l'Etat aux régions, le Gouvernement a ainsi décidé de prélever près de 400 M€ supplémentaires sur la taxe d'apprentissage versée par les entreprises pour l'affecter directement aux régions.

AVANT 2015	APRES 2015
78% de la taxe d'apprentissage librement versés par les entreprises	56 % de la taxe d'apprentissage versés directement par les entreprises aux conseils régionaux (avec élargissement de l'assiette de répartition)
⇒ 37% aux CFA (931 M€)	
⇒ 41% aux écoles, universités, IUT, lycées professionnels (728 M€)	
1659 M€	1637 M€

*C'est plus 1 Md d'€ de collecte
qui va ainsi opérer
un autre cheminement
à l'issue incertaine.*

*C'est près de 700 M€ d'euros
destinés à financer
les formations
professionnelles, hors CFA,
dont l'affectation
va devenir incertaine.*

Si la loi crée ainsi un nouveau mode de financement des politiques régionales, **le Gouvernement n'a prévu aucun texte pour obliger les conseils régionaux à le dépenser pour l'apprentissage.**

C'est plus 1 Md d'€ de collecte qui va ainsi opérer un autre cheminement à l'issue incertaine. Car déjà les « jaunes » budgétaires montrent que les années précédentes, **10 régions sur 26 n'ont pas dépensé l'intégralité des fonds qui leur sont alloués au titre de la taxe d'apprentissage (environ 200 millions au total qui ne sont pas engagés au titre du soutien à l'apprentissage).**

MOINS DE FINANCEMENTS POUR LES LYCEES ET LES ECOLES EN 2015

Le Gouvernement vient de réduire également la part de la taxe d'apprentissage qui venait financer les formations professionnelles des écoles, universités, IUT, lycées professionnels...

En 2014, ils ont perçu 728 M€ (41% de la TA/ 0,5% de la masse salariale).

En 2015, ils percevront 672 M€ (23% de la nouvelle taxe /0,68% de la masse salariale) soit -8%

Les entreprises devront répartir leurs subventions dans 2 catégories désormais infongibles : 35% de leur taxe iront exclusivement aux formations de niveaux I et II et 65% aux formations de niveaux III, IV et V (au lieu de 3 catégories auparavant).

C'est près de 700 M€ d'euros destinés à financer les formations professionnelles, hors CFA, dont l'affectation va devenir incertaine car les établissements n'ont pas l'assurance de retrouver le niveau de versement de l'année précédente.

L'APPRENTISSAGE A DECROCHE EN 2013

272 993 jeunes sont entrés en apprentissage en 2013, contre 297 295 en 2012. En valeur absolue, il faut remonter à 2005, soit huit ans en arrière, pour trouver un niveau plus faible (263 638). En pourcentage, c'est la plus forte baisse jamais enregistrée **(-8,2 %)**.

Ce décrochage est, au-delà de la crise, largement imputable aux décisions du Gouvernement : suppression de la prime à l'aide à l'embauche d'un jeune supplémentaire en alternance, réduction du crédit d'impôt apprentissage, réduction de l'indemnité compensatrice forfaitaire.